4. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, un rapport financier sur le projet d'émission de timbres-poste spéciaux.

104^e séance plénière
20 décembre 1983

B

SITUATION FINANCIÈRE DE L'ORGANISATION

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le bilan de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies⁵¹ et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique⁵²,

Prenant acte des déclarations pertinentes que les Etats Membres ont faites à la Cinquième Commission au sujet de la question intitulée «Crise financière de l'Organisation des Nations Unies»⁵³,

1. *Prie* le Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies de suivre la situation financière de l'Organisation et de faire rapport à l'Assemblée générale en temps opportun et de la manière qu'il jugera appropriée;

2. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, des renseignements détaillés sur l'ampleur, le taux d'augmentation et la composition du déficit de l'Organisation ainsi que sur les contributions volontaires reçues d'Etats Membres et d'autres sources;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-neuvième session la question intitulée «Crise financière de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies».

104^e séance plénière
20 décembre 1983

38/229. Corps commun d'inspection

L'Assemblée générale

1. *Prend acte* du rapport annuel du Corps commun d'inspection⁵⁴ et du rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Corps commun⁵⁵;

2. *Confirme* qu'elle tient à ce que les rapports du Corps commun d'inspection soient convenablement examinés;

3. *Invite* les organes de l'Organisation des Nations Unies, lorsqu'ils examineront les rapports du Corps commun d'inspection, à avoir présente à l'esprit la recommandation formulée au paragraphe 12 du rapport annuel du Corps commun pour 1983⁵⁶;

⁵³ A/38/515.

⁵⁴ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Cinquième Commission, 4^e à 6^e et 8^e séances; et *ibid.*, Cinquième Commission, Fascicule de session, rectificatif.

⁵⁵ *Ibid.*, trente-huitième session, Supplément n° 34 (A/38/34).

⁵⁶ A/C.5/38/8.

4. *Prie* le Secrétaire général de publier ses observations sur les divers rapports du Corps commun d'inspection, ainsi que son rapport sur l'application des recommandations du Corps commun, aussitôt que possible avant l'ouverture de la session de l'Assemblée générale au cours de laquelle lesdits rapports doivent être examinés.

104^e séance plénière
20 décembre 1983

38/230. Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 35/212 du 17 décembre 1980, 36/232 du 18 décembre 1981 et 37/236 du 21 décembre 1982,

Rappelant que, aux termes de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies, les fonctionnaires de l'Organisation jouissent, sur le territoire de chacun de ses Etats Membres, des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation, condition indispensable pour qu'ils puissent s'acquitter convenablement de leurs tâches,

Rappelant l'obligation qu'ont les fonctionnaires, dans l'exercice de leurs fonctions, de respecter pleinement les lois et règlements des Etats Membres,

1. *Prend acte avec préoccupation* des rapports que le Secrétaire général a présentés à l'Assemblée générale au nom du Comité administratif de coordination⁵⁷, rapports qui font apparaître que le respect des principes relatifs aux privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés laisse toujours à désirer;

2. *Exprime l'inquiétude particulière* que lui causent les nombreux cas de détention de fonctionnaires de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et les cas où les organisations n'ont pu exercer pleinement le droit qu'elles ont d'assurer la protection de leurs fonctionnaires, cas qui sont signalés par le Secrétaire général dans ses rapports⁵⁸;

3. *Réaffirme* les résolutions susmentionnées;

4. *Accueille avec satisfaction* les mesures que le Secrétaire général a déjà prises pour mieux assurer la sûreté et la protection des fonctionnaires internationaux et qui sont récapitulées au paragraphe 7 de son rapport⁵⁸;

5. *Demande* au Secrétaire général, en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation, de continuer personnellement à servir d'interlocuteur pour promouvoir et assurer, en usant des moyens dont il dispose, le respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés;

6. *Constata avec satisfaction* que le Secrétaire général a désigné des fonctionnaires chargés d'assumer

⁵⁷ A/C.5/38/17 et Corr.1 et Add.1, A/C.5/38/18.

⁵⁸ A/C.5/38/17 et Corr.1.